



L'Université populaire de Paris. (L'entrée de la rue du Faubourg Saint-Antoine.)

## LES UNIVERSITÉS POPULAIRES EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER <sup>(1)</sup>

### I

**N**ous sommes si peu disposés à quitter les routines que nous avons créées pour notre langage et pour notre pensée, que de nombreux lecteurs s'étonneront de ce simple accouplement de mots, nouveau pour eux, et se demanderont ce que peuvent bien être des Universités populaires. En effet, dans l'usage courant de

(1) L'article de M. Delbaille nous fut remis le premier octobre. Dans l'intervalle (le 9 octobre), grâce à l'énergie et au dévouement intelligent de

notre pays le mot Université désigne, nous le savons, les établissements d'enseignement supérieur, fréquentés presque uniquement par les jeunes gens destinés aux fonctions et aux carrières libérales. Le peuple ne va pas à l'Université, qui n'est pas faite pour lui, et qui, pour tout dire, semble réservée aux « classes dirigeantes ». Et, cependant, nous entendons maintenant parler d'Universités populaires, dont l'objet serait l'organisation de l'éducation supérieure du peuple. Pourquoi, en effet, notre démocratie qui, a déjà tant fait pour élever le niveau intellectuel du pays, ne songerait-elle pas à répandre

*M. Deherme, le Tout-Paris des Penseurs et des Travailleurs a pu assister rue du Faubourg Saint-Antoine, au cœur même du centre ouvrier de la capitale, à l'inauguration de la première université populaire. Les fonds recueillis par les organisateurs s'élèvent à peine à 15.000 fr., mais il faut espérer que là où l'étranger (l'Amérique, l'Angleterre) a pu ramasser des millions, la France, le plus riche pays du globe, saura au moins trouver des milliers de francs. L'ensemble de l'institution se présente d'une façon très avantageuse. L'Université populaire a déjà ses salles de jeux (billards, échecs, dames), son musée, sa bibliothèque, son théâtre. Les photographies que M. Deherme a bien voulu faire exécuter à l'usage des lecteurs de la Revue des Revues donnent une idée approximative des attractions qui y sont offertes aux amis de l'enseignement de tous pour tous. C'est à M. Gabriel Séailles, l'éminent professeur de la Sorbonne, qu'est échu l'honneur bien mérité de prononcer le discours d'ouverture. Ses paroles belles et profondes ont été accueillies comme un nouvel évangile de fraternité et d'égalité dans l'amour et le respect mutuels. Nous ne pouvons faire mieux que d'emprunter à son discours ces quelques passages qui exposent avec une forte éloquence, rarement égalée, les buts et la signification de l'admirable concours de volontés devant servir de base à l'Université populaire.*

*Il n'y a ici ni maîtres, ni chefs, ni patrons; notre propriété est collective, elle est sous notre propre sauvegarde; nous trouvons notre loi dans notre idéal; nous sommes des hommes libres, des égaux volontaires. Nous mettons en commun nos intelligences et nos bonnes volontés, nous rapprochons nos idées pour les conférer; nous cherchons à nous comprendre; nous savons qu'à ce libre commerce, tous, des plus humbles aux plus élevés, nous ne pouvons que profiter, en nous délivrant de nos préjugés, en apprenant à nous connaître et à nous aimer, et en faisant nos esprits plus justes, nos cœurs plus ouverts, en élargissant notre idée de l'humanité. Nous ne sommes pas des sectaires. Toute pensée est ici la bienvenue, qu'elle donne seulement ses titres. Nous n'excluons que ceux qui, se croyant le privilège de la vérité absolue, se croient le droit de l'imposer.*

*Et ailleurs :*

*La convergence des efforts n'est jamais réalisée qu'imparfaitement par la contrainte, qui ne va pas sans résistance; elle a pour condition première la libre coopération des volontés, qui suppose elle-même l'entente des esprits. Voilà pourquoi, recommençant par le commencement, nous mettons en principe de la coopération sociale : la coopération des idées. Il n'est qu'une obéissance qui n'humilie point, qui n'amène point la révolte, l'obéissance à une vérité comprise.*

(Note de la Rédaction.)

méthodiquement dans les classes populaires une lumière plus intense, une éducation plus solide que le minimum légal de l'École primaire?

A l'encontre du préjugé commun qui attribuait la toute-puissance à l'instruction obligatoire, des hommes généreux ont remarqué avec mélancolie que l'école n'avait pas de lendemain. Mais, reconnaissons-le, ces plaintes ne sont plus justifiées aujourd'hui, depuis que nous assistons à la magnifique floraison des cours d'adultes et des conférences populaires. Les succès toujours croissants, et les résultats de plus en plus pratiques de cette « seconde éducation » nous donnent le droit d'affirmer qu'il y a, dans cet élan de bonnes volontés, autre chose qu'un attrait de la nouveauté, ou un enthousiasme passager dont le temps aurait vite raison.

Aussi ne doit-on pas s'arrêter en chemin. L'organisation de l'éducation supérieure du peuple est sûrement, sinon le moyen unique, un des moyens de résoudre le problème social. Cette éducation, vraiment morale et civique, doit avoir pour but de donner au peuple qui est le nombre et qui décide, non pas précisément le savoir, mais plutôt le savoir-faire, le bon usage de la force intellectuelle dont il dispose. Pour cela, il est nécessaire de l'initier aux grands problèmes, en lui communiquant les solides méthodes de penser qui se traduiront, chez lui, en fécondes directions pour la vie individuelle et sociale.

Cependant, certains bons esprits, et des plus dévoués à l'œuvre de régénération entreprise en France, traitent de « conception chimérique » le projet d'un enseignement supérieur du peuple (1). D'après eux, il faut « laisser cela aux Anglais », car, dit M. Espinas : « *To popularise and to deepen*, nos voisins ne voient pas que les deux choses s'excluent ». C'est peut-être oublier trop facilement que, dans la masse populaire, il y a une élite, et qu'il faut, par nos efforts, accroître le nombre de ceux qui la constituent. C'est le rôle de la partie intellectuelle d'une démocratie d'établir le plus possible, entre les éléments de la nation, une sorte de continuité qui effacera les distinctions artificielles.

Mais, quand on parle du relèvement de la classe ouvrière, il ne faut pas songer uniquement à son éducation et à son instruction. Ceux qui ont le devoir d'élever le peuple n'oublieront pas qu'il a besoin de distractions ; car si la régénération morale que nous souhaitons doit s'effectuer par l'étude et par la culture intellectuelle, on y contribuera largement par l'habitude de plaisirs sains, susceptibles d'éloigner l'individu des passe-temps vulgaires.

C'est à ce double besoin que répondraient les Universités populaires. Elles seraient des centres où l'apprenti, l'ouvrier, trouveraient réunis les moyens d'instruction et de distraction, l'étude et le délassement après le travail. A côté de salles de cours, et de bibliothèques, on doit leur offrir un cercle artistique ou littéraire, une salle de spectacle et de concerts, des lieux de réunion et de conversation, un

(1) Espinas. *Revue Internationale de l'Enseignement*, 15 juillet 1898.

restaurant tempérant, etc. Ce sont là, d'ailleurs, les grandes lignes du projet formé par la nouvelle *Société des Universités populaires* qui vient de se constituer à Paris, et qui comprend, parmi ses premiers adhérents, ce que les lettres, les arts et la presse ont de plus éminent. Joignant une connaissance précise du monde contemporain à un profond désir de réaliser ce qui n'est pas une utopie, la *Société des Universités populaires* a fait appel à toutes les bonnes volontés ; elle a parfaitement compris que les futures Universités doivent répondre aux deux exigences de la vie moderne : éducation solide et délassements moraux ; car, si l'ouvrier est fait pour participer de plus en plus à la vie nationale, il faut, en l'arrachant aux tentations de la rue et du cabaret, sauvegarder le pays d'un fléau qui n'est que trop réel.

L'idée première de cette vaste organisation est due à M. G. Deherme qui, depuis plus d'un an, a créé, au faubourg Saint-Antoine, un cercle où se réunissent, tous les soirs, des ouvriers du quartier, des comptables, des employés, venus là pour entendre une causerie faite par un des nombreux volontaires de l'enseignement que cet homme d'initiative a su grouper autour de lui. Ce modeste cercle, situé au n° 17 de la rue Paul-Bert, mérite le nom que lui a donné son fondateur : c'est bien, entre lettrés et ouvriers, une *Coopération des idées* : car chacun parle et discute à son tour. La discussion risque bien de dévier parfois, malgré les efforts du conférencier pour la diriger ; mais il y a, dans cet éveil des esprits, une incessante collaboration bien faite pour fortifier et élargir les intelligences. Ajoutons que les auditeurs puisent souvent la matière de leurs discussions dans la lecture des revues et des journaux que le cercle met à leur disposition, moyennant une modique cotisation mensuelle.

C'est à la *Coopération des idées* qu'aura été tentée, pour la première fois, l'organisation de la vie populaire par l'éducation éthique et sociale. Mais ce n'est qu'un essai très modeste ; et le cercle de la rue Paul-Bert n'est qu'un embryon qu'il faut développer. Un seul homme ne pouvait faire davantage. Son idée et son expérience méritent d'être imitées et agrandies. Il faut créer de nombreux centres d'éducation populaire à Paris et dans les principales villes de province. Au lieu des cours d'adultes actuels et des conférences populaires, telles qu'elles sont organisées, établissons des Universités : nous verrons naître ainsi un quatrième ordre d'enseignement qui, empruntant aux trois autres ses maîtres, ses méthodes, son esprit, ne fera pas double emploi avec eux.

Tel est le projet : il est attrayant, téméraire sans doute, mais nullement chimérique. Et si l'on nous traite d'utopistes, si, en dépit des expériences déjà faites, on doute de l'avenir de l'œuvre, il faut avoir assez d'audace pour paraître ridicule à certaines heures.

Pour montrer qu'il est possible d'organiser, en France, des Universités populaires, nous ferons appel aux faits eux-mêmes. Cette recherche nous convaincra que nous avons été devancés par nos voi-

sins, et (notre amour-propre national dût-il en souffrir) prenant les exemples venus du dehors, nous nous demanderons si ne se rencontrent pas chez nous les éléments de l'œuvre sociale dont nous parlons.

C'est en Angleterre, en Allemagne, et en Belgique que nous étudierons les essais, parfois heureux, d'Universités populaires. Nous indiquerons ensuite par quels moyens on arriverait, en France, aux mêmes résultats.

## II

Quand on compare la situation déplorable de l'éducation anglaise, au début de ce siècle, avec l'état florissant d'aujourd'hui, on est étonné du chemin parcouru, et l'on ne peut qu'admirer le bon sens pratique et l'énergie active de ce peuple. Nous n'avons pas à parler ici des premiers développements que reçut l'éducation populaire sous l'influence du D<sup>r</sup> Birkbeck; c'est vers 1867, que les Universités anglaises sortirent de leur solitude et que fut créé, on sait avec quel succès, le mouvement de l'*Extension Universitaire* qui, en 1895, a fourni un total de cinq cents cours à soixante mille auditeurs. Mais les initiateurs de ce mouvement d'éducation populaire ont jugé insuffisantes ces conférences périodiques faites par les « missionnaires » dans les villages avoisinant les villes d'Universités (1); ils ont pensé que les hommes d'études devaient se trouver à demeure dans les quartiers populeux, vivre de la vie de l'ouvrier, et faire pénétrer jusqu'aux dernières couches de la population ce que la civilisation moderne a de meilleur : sa culture intellectuelle, morale et sociale. C'est de là que sont nées, en Angleterre, les Universités populaires, fondées surtout au moyen des générosités, parfois étonnantes, de quelques millionnaires, sans qu'un appel ait été fait aux finances publiques. L'initiative privée a suffi pour subvenir aux dépenses nécessitées par les fondations philanthropiques dont nous allons parler.

En 1884, le chanoine Barnett conçut l'idée de colonies, de *Settlements* universitaires, de résidences où des jeunes gens viendraient prendre contact avec le peuple, et où les gens du peuple recevraient « non les moyens de gagner leur vie, mais les moyens de vivre », c'est-à-dire d'ouvrir leur esprit, de développer leur intelligence. Avec le secours de l'*Universities Settlements Association*, possédant un capital de 300.000 francs, le chanoine Barnett fonda la première colonie universitaire, Toynbee Hall, en commémoration d'un jeune homme, Arnold Toynbee, qui mort à vingt-huit ans, s'était dévoué au relèvement moral du peuple (2). Dans une rue bruyante et

(1) *L'Education populaire des adultes en Angleterre*, notices sur les principales institutions par des membres de leurs comités, avec une préface de M. F. Buisson, Paris, Hachette, 1896.

(2) Voir sur Toynbee-Hall, la circulaire n° 12 (série B) du Musée Social.

encombrée s'ouvre la porte d'une maison gothique, où, le soir, ouvriers et ouvrières, apprentis se rendent pour entendre une conférence, pour lire les revues et les journaux, ou converser avec des amis et se créer ainsi d'utiles relations. Les *résidents* de Toynbee-Hall ont des occupations et des professions diverses qui, le jour, les appellent au dehors ; mais, le soir venu, tout le monde se trouve réuni ; et c'est alors que commencent les conférences annoncées par des affiches extérieures. Le peuple fait bon accueil à ces conférenciers qui sont, pour la plupart, des Universitaires. Il écoute avec plaisir des causeries sur l'histoire, sur les poètes nationaux. Il y a foule les soirs de *smoking-conférence* ; l'ouvrier, « l'employé » peut s'instruire en fumant sa pipe, et prendre sa part au « debate ».

Toynbee-Hall possède, à côté de ses salles de conférences, une bibliothèque confortable, où les travailleurs sérieux viennent chercher la tranquillité et l'étude. Les 6.570 volumes qu'elle contient peuvent être prêtés au dehors, moyennant un dépôt de cinq shillings, et le paiement d'un penny par volume.

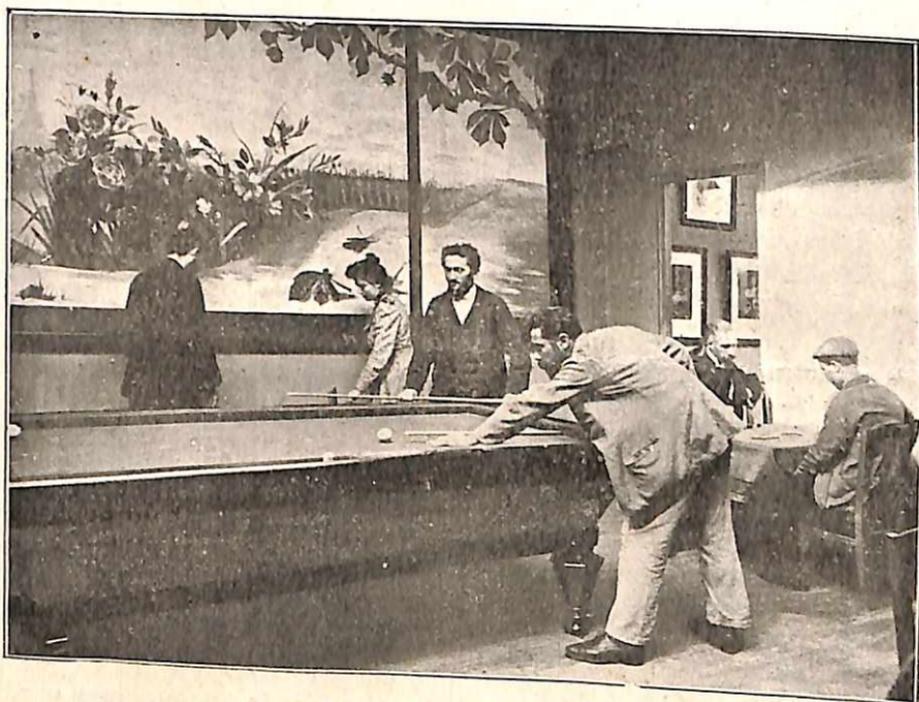
De plus, pour attirer la jeunesse des environs, il s'est fondé, à Toynbee-Hall, des sociétés d'excursions, de discussion, des unions athlétiques de foot-ball, de cricket ; des sociétés de secours mutuels (Friendly Societies) trouvent là l'hospitalité pour leurs séances hebdomadaires. Des réceptions s'organisent en vue desquelles existe une caisse spéciale, administrée par quelques *résidents*.

Ce n'est pas tout : chaque année, à Pâques, s'ouvre, à Toynbee-Hall, une exposition de peinture ; c'est la *Whitechapel fine art Exhibition* ; soixante mille personnes la visitent ; le peuple y trouve les manifestations des plus nobles génies de la peinture, tels que Burne Jones et Watts.

À l'imitation de Toynbee-Hall, il s'est fondé de nombreux *settlements* dans les faubourgs de Londres, à Glasgow, à Manchester, etc. Mais il est d'autres institutions qui, sur ce modèle, répondent aux mêmes préoccupations d'éducation morale et sociale des classes populaires.

En 1887, un élan de générosité contribua à créer le Palais du Peuple, centre où se réunissent, dans le quartier populeux de l'East-End, les pauvres gens qui n'auraient pas d'abri, ou seraient réduits aux mauvaises sollicitations du bar. La reine présida elle-même à l'inauguration du Palais du Peuple ; depuis cette époque, on y donne des concerts et des conférences populaires ; un gymnase, une bibliothèque sont à la disposition du public. Cette organisation, déjà confortable, se retrouve plus parfaite encore dans les *Instituts polytechnics*. Tout le monde a entendu parler de l'Institut polytechnique de Borough-Road, situé dans un des quartiers les plus pauvres du sud de Londres, ainsi que de celui de Battersea, dont la fondation est due à l'initiative d'un comité local. De même, l'Institut de Regent-Street, au centre même de Londres, réunit, dans ses vastes salles de lecture, de gymnastique, de conférences, environ dix-huit mille jeunes gens. Les cours qui sont faits dans ces établissements, ou dans d'autres sem-

blables, sont, en majeure partie, des cours techniques ; l'ouvrier y trouve le moyen d'augmenter les connaissances utiles à son métier, tout en prenant des distractions. Ces Instituts, ces « Poly », comme on les appelle couramment, seraient le type idéal de ce que doit être une Université populaire, si, à cet enseignement pratique, se joignait davantage l'éducation vraiment civique et sociale, telle que nous l'avons vu donner, à Toynbee-Hall, par exemple. Les Anglais eux-mêmes se sont aperçus des lacunes de leurs belles institutions ; ils ne craignent pas de dire que l'éducation importante au point de vue économique (puisque la lutte commerciale devient chaque année plus féroce) l'est encore plus en ce qui regarde le caractère et l'unité de la nation.



Salle des Jeux à l'Université populaire de Paris.

### III

Si, en Angleterre, les institutions d'éducation populaire ont été fondées en dehors de tout parti et de toute opinion politique, il n'en est pas de même en Allemagne et en Belgique. Dans ces deux pays, l'initiative en revient au parti socialiste.

En 1878, la loi des socialistes, jetée par Bismarck sur l'Allemagne, amena la déroute des sociétés jugées dangereuses pour la politique du

chancelier de fer. Sous l'influence de Karl Marx et d'Engel, la tendance au travail intellectuel portait les ouvriers vers d'autres domaines que celui de la politique; et de là naquirent des sociétés se préoccupant de questions littéraires, organisant des conférences scientifiques, historiques, philosophiques. Tel le club qui, de 1887 à 1890, existait à Berlin et qui, pour tromper la surveillance de la police, prit le nom de *Vieille Tante*; tels les Clubs *Lessing* et *Henrich Heine*.

Mais le prolétariat allemand avait d'autres ambitions; au commencement de 1889 fut fondée la Société *Darwin*, qui devait être une espèce d'Université ouvrière. Nous trouvons même dans les statuts de cette société une curieuse clause: le nombre des membres était limité; le D<sup>r</sup> Paul Ernst, qui fut le promoteur de cette fondation, jugea nécessaire cette condition « pour que le conférencier fût en état de faire la connaissance personnelle de chacun ». Car l'orateur ne se bornait pas à parler devant les auditeurs; ceux-ci prenaient la parole, discutaient, demandaient des explications sur des points restés obscurs. Les questions traitées étaient les problèmes les plus sérieux de la philosophie. Mais la tentative d'Université ouvrière échoua l'année même de sa fondation, par suite de l'abrogation de la loi des socialistes (octobre 1890), de l'accroissement que prirent les sociétés politiques, les syndicats, et de la naissance de nouveaux groupements.

A côté de la « Société Ethique », composée d'ouvriers, et de la « Société pour la diffusion de l'éducation populaire », furent réalisées deux fondations, dont l'une, le Théâtre libre du peuple, subit de nombreuses vicissitudes, mais s'est développée tous les ans, et a suscité des imitations dans de grandes villes. La seconde de ces fondations, née de l'idée de *centraliser* les clubs de lecture et les multiples sociétés d'éducation, fut un essai d'Université ouvrière, à Berlin. La première pensée de ce projet est due à Wilhelm Liebknecht, dont l'ardeur enthousiaste se communiqua aux quatre mille auditeurs qu'il avait convoqués à une réunion préparatoire. Ainsi fut fondée l'*Ecole d'éducation ouvrière* qui, selon les paroles de Liebknecht, « ce vieux soldat de la liberté », devait fournir ce que l'école a négligé, sans cependant faire de l'ouvrier un savant et lui charger l'esprit de choses superflues.

Le 3 avril 1891, l'Ecole d'éducation ouvrière comptait trois mille six cents membres qui payaient une cotisation de 25 pfennings par mois. L'enseignement était donné dans quatre écoles, situées dans les différents quartiers de Berlin; les maîtres furent des socialistes lettrés qui firent des cours d'histoire, d'économie politique, de sciences naturelles, etc. L'organisation d'une bibliothèque, la propagande active qui fut faite attirèrent de nouvelles adhésions. En mars 1892, l'Ecole comptait cinq mille membres. Mais, bientôt, l'essor trop grand qu'elle prit fut cause de sa décadence; les fêtes artistiques qu'elle voulut organiser n'eurent pas de succès. On eut à lutter contre des difficultés matérielles: Après des déboires de toute sorte, l'Ecole échoua, en octobre 1897, dans une salle de restaurant, et l'enseignement fut

très limité. Les cours les plus goûtés furent les exercices oratoires ; là se formèrent des élèves qui firent plus tard des conférences publiques et furent mis à même de se mêler directement aux luttes engagées par le prolétariat allemand.

Grâce à l'activité des directeurs et professeurs, une ère nouvelle s'ouvre pour l'École d'éducation ouvrière. Les clubs de lecture et de discussion ont survécu ; ils agissent paisiblement à côté d'elle.

Mais l'Allemagne n'a pas vu encore se fonder ce qu'on appellerait vraiment une Université populaire.

\*  
\*  
\*

Pour l'historien qui étudie les débuts de l'éducation populaire en Belgique, c'est, comme en Allemagne, le parti ouvrier socialiste qui paraît en avoir été le promoteur. Constatant l'admirable effervescence de pensées et de sentiments vers la justice, qui tourmente les nations européennes « essentiellement progressives et indéfiniment éducatives » (1), le parti ouvrier a pensé que l'espoir d'une société collectiviste impose à ceux qui tendent à l'organiser le devoir de se préoccuper d'autre chose que des nécessités matérielles. A mesure que les lois protectrices des humbles auront assuré aux foules plus de loisirs et de bien-être, les besoins intellectuels s'accroîtront sans cesse ; partout naîtront des tendances nouvelles à l'instruction et à l'émotion esthétique. Aussi le parti ouvrier s'est-il fait remarquer par sa lutte contre l'alcoolisme, le tabac, et même l'usage du carnaval.

Pour atteindre ce relèvement moral et social, on fonda, à Bruxelles, en 1892, la Maison du Peuple, où se font de nombreux cours, mais dont la multiplicité même nuit au succès ; au *Temple de la Science*, à Charleroi, il s'est organisé une Université populaire qui n'a point jusqu'ici réalisé complètement l'espoir que son nom faisait concevoir. Reconnaissons cependant que le plus grand succès a été remporté par la section d'art, créée dans cette Maison du peuple ; sans affiliation au parti ouvrier, de nombreux artistes, littérateurs, esthéticiens prêtèrent leur concours ; et malgré les dédains ou les prédictions pessimistes de certains sceptiques, les conférences populaires sur des sujets artistiques, des auditions d'œuvres de Brahms, Wagner, Schumann ont attiré un très nombreux public ; mais les imitations qu'on a tentées de cet essai, en province, ont échoué piteusement, faute d'éléments artistes autant que faute de public.

Quant à l'enseignement proprement dit, c'est surtout dans les locaux scolaires qu'il est donné, soit en semaine le soir, soit le dimanche. De nombreux cours constituent, par leur ensemble, ce que l'on appelle, à l'instar des Anglais, l'extension universitaire, organisée vers 1893, par deux professeurs de l'Université de Bruxelles,

(1) Ed. Picard : *l'Université Nouvelle* (1894-1895), dans la *Société Nouvelle*, 1894, n° 113, Bruxelles.

E. Vandervelde et Léon Leclère. Dès la première année, vingt-cinq cours, divisés en cent quatre-vingt-trois leçons attirèrent quatre mille auditeurs. Malgré la scission qui se produisit parmi les professeurs de l'Université de Bruxelles, malgré la constitution de l'Université nouvelle (1894), nettement socialiste et radicale, ces cours d'éducation populaire n'en ont pas moins continué, et deux « Extensions Universitaires » fonctionnent parallèlement, dans ce pays que les divisions politiques n'empêchent pas d'être persuadé de la nécessité d'une éducation complétant celle de l'école.

Il faut ajouter enfin que la plupart des grandes coopératives ont mis d'importantes bibliothèques à la disposition de leurs membres. A Gand, la Fédération ouvrière a songé à créer des cercles d'agrément et de sport pour la classe populaire, pour les travailleurs qui trouvaient dans l'oisiveté du dimanche après-midi un obstacle à leur relèvement moral et à leur émancipation intellectuelle (1). Une coopérative de consommation, le *Vooruit*, qui est une des plus célèbres manifestations du socialisme gantois, a acheté un des plus beaux hôtels du centre de la ville, où il donne, tous les dimanches, concerts, fêtes d'enfants, etc. Ce centre de réunion qui a reçu le nom de *l'Eléphant* est aujourd'hui trop petit pour le public qu'il attire. A côté de ce centre d'amusements, l'organisation généralement libérale des bibliothèques populaires suffit aux besoins de la classe ouvrière, et complète naturellement les institutions socialistes.

#### IV

Nous avons résumé dans les pages qui précèdent les tentatives faites, en Angleterre, en Allemagne et en Belgique, pour la création d'Universités populaires. Sera-t-il possible, en France, de rivaliser avec nos voisins, et de réaliser, pour l'éducation sociale du peuple, quelque chose d'analogue à ce qui s'est fait spontanément dans d'autres pays ?

On sait avec quelle faveur l'opinion publique s'est prononcée, chez nous, pour la « seconde éducation et la seconde instruction » ; les résultats ont dépassé l'attente des plus ardents apôtres de cette œuvre de solidarité (2). Nous avons, en France, une Extension Universitaire ; mais il reste encore certaines lacunes à combler. Les Anglais eux-mêmes se plaignent du décousu de l'enseignement donné chez eux ; il y a trop de dispersion, pas assez de cohérence et d'unité dans cette éducation (3). Nous pouvons nous adresser les mêmes repro-

(1) Voir la circulaire du Musée Social, janvier 1899 : *la Fédération ouvrière gantoise*.

(2) Voir, pour tous les détails qui ne peuvent trouver leur place ici les rapports annuels de M. Edouard Petit.

(3) *L'Education des Adultes en Angleterre*, p. 79, Cf. Max Leclerc, dans la *Revue Internationale de l'Enseignement*, 15 juin 1898.

ches : les conférences isolées sont insuffisantes ; mais en élevant le niveau de nos cours d'adultes, en rendant plus méthodique l'enseignement post-scolaire, en utilisant les éléments dont nous disposons, il sera possible d'organiser l'éducation supérieure du peuple et de doter d'une Université populaire les plus importantes de nos villes de province, centres commerciaux ou industriels.

D'ailleurs, quelques exemples, malheureusement isolés, ont été donnés soit par de généreuses municipalités, soit par l'initiative individuelle. Ainsi, la ville de Paris a créé des cours d'Enseignement supérieur populaire qui réunissent, à l'Hôtel de Ville, cent vingt auditeurs environ. En 1883, M. Fallot fonda, à Vaugirard, dans la rue des Fourneaux, le Cercle d'aide fraternelle et d'études sociales, dirigé aujourd'hui par M. R. Allier. En province, on n'est pas resté en arrière. Agen a déjà, pour ses cours et ses patronages, une *Maison des Adultes* que la municipalité a fournie. Saint-Etienne a inauguré le *Patronage Chapelon*, légué par un ami des écoles.

Ces tentatives doivent être généralisées, car ces institutions sont comme les cellules qui, développées, se transformeront en Universités populaires. Sachons faire éclore les semences qui ont été jetées dans notre sol.

## V

On dira certainement que, pour faire aboutir ces beaux projets, la bonne volonté ne suffit pas. Nous ne nous faisons pas d'illusion à ce sujet ; et la *Société des Universités populaires* n'ignore pas qu'il y a loin de la conception à l'exécution. La création d'Universités populaires exigera, non seulement des efforts de toute nature, mais aussi des dépenses, et une organisation à laquelle devront concourir de nombreux éléments. Nous savons combien de millions, une pareille œuvre a coûté à la générosité anglaise. Ne lui donnerions-nous pas la même ampleur, il faudra toujours de grande ressources. Qui les fournira ? Des professeurs, des locaux seront nécessaires ? où les trouvera-t-on ?

Pour la question financière, on doit d'abord faire appel à l'initiative privée, à la générosité de ceux qui s'intéressent autrement qu'en paroles et en intentions au bien de tous. C'est ce qu'a déjà fait la *Société des Universités populaires* : les dons et les souscriptions affluent tous les jours ; certaines d'entre elles sont même d'une grande importance. Les Anglais ont trouvé aide et assistance effectives dans les riches corporations marchandes, et aussi chez les particuliers fortunés. Pourquoi n'en serait-il pas de même en France, alors que, en maintes occasions, les bourses les mieux garnies se sont dénouées pour de bonnes œuvres ? L'Éducation sociale du peuple est en bonne place, je présume, parmi celles qui restent à faire.

Nous avons, en France, des corps constitués qui sont intéressés à

se préoccuper de l'élévation morale et intellectuelle de la nation. veuX parler des Chambres de commerce et des Chambres syndicales qui n'ont pas à penser uniquement aux intérêts industriels ou commerciaux d'une ville ou d'une région. Ces groupements comprennent autrement leur rôle; et dans certaines villes, les Chambres de commerce subventionnent des conférenciers, organisent presque un enseignement régulier des sciences économiques. Tout porte à croire qu'elles seconderaient une œuvre nationale, comme les Universités Populaires, en leur apportant leur secours matériel et leur appui moral. Ce dernier n'est pas à dédaigner.



Salle de Travail à l'Université populaire de Paris.

De plus, les municipalités, les départements viendront en aide aux nouvelles Universités, sœurs cadettes des Universités régionales. Une ville de moyenne importance donnerait, tout au moins, le terrain nécessaire à la construction d'un modeste bâtiment. Il y a même, dans certaines localités, des immeubles appartenant à la municipalité, et dont on ne trouve pas l'emploi. Ou bien, ils restent inoccupés, attendant que, par une délibération qui ne vient jamais, on décide de leur affectation; ou bien, on les loue pour un prix dérisoire. L'Université trouverait dans ces murs l'hospitalité qui lui est nécessaire. Les villes riches iraient même plus loin : elles seraient fières d'inscrire, dans leur budget, une subvention annuelle qui s'ajouterait à celle de l'Etat.

celle-ci, espérons-nous, ne manquera pas, dès que les résultats en montreront le sage emploi et l'utilité pratique.

Enfin, pour subvenir aux dépenses, pourquoi ne demanderait-on pas une faible rétribution aux auditeurs? Cela pourra paraître une innovation qui contrarie nos habitudes et choque les esprits accoutumés au principe de la gratuité. Nous n'hésitons pas à payer pour une représentation théâtrale ou un concert; mais nous ne nous faisons pas à l'idée de payer pour écouter une conférence. La chose n'a cependant rien d'extraordinaire pour les Anglais; et, en France même, l'idée se propage aujourd'hui et pourra faire du chemin. Par exemple, la *Société professionnelle du Rhône* a établi un droit d'inscription de 3 francs pour chaque cours. La *Société industrielle d'Amiens* exige un dépôt de 20 francs remboursable en cartes de présence avec majoration de 20 p. 100 pour l'assiduité. C'est aussi pour « encourager l'assiduité des élèves », que le Congrès départemental d'Instruction populaire, tenu à Nantes, en octobre 1897, a émis un vœu en faveur du paiement des cours. Ces faits, et d'autres analogues qu'on pourrait citer, montrent suffisamment que l'usage des cours payants pourra s'acclimater, dans le public populaire. Si, dans nos futures Universités, la cotisation est faible, personne ne la refusera. Les auditeurs attacheront plus de prix à ce qui se paie. Le budget des Universités populaires pourra donc se grossir par les cotisations du public.

En un mot, l'initiative privée, l'Etat, les Communes, les Départements, les Chambres de commerce et les Syndicats résoudreont, au point de vue financier, la question de l'établissement des Universités populaires.

Reste le problème du recrutement des professeurs et des conférenciers. Ceux qui sont indiqués pour cette mission, ce sont les maîtres de nos divers enseignements, qui, en principe, n'attendent pas de rémunération pour ce travail supplémentaire. Ce qu'ils ont fait généreusement jusqu'à ce jour, ils le feront de plus grand cœur encore, s'ils donnent leur temps et leur savoir à un enseignement solidement organisé et régulier. Si, plus tard, une rétribution leur est accordée, ils ne l'auront pas, en tous cas, sollicitée. Quelques-uns, très rares, il est vrai, n'admettent pas qu'une peine ne reçoive pas de salaire (1). Mais, en tout état de cause, il est inutile d'inscrire, au chapitre des dépenses, le traitement des maîtres. Tous les universitaires sont prêts à payer de leurs personnes; mais les Universités populaires entendront aussi d'autres voix. Aux professeurs ordinaires viendront se joindre, comme aujourd'hui dans nos cours d'adultes, des personnes étrangères qui, sans faire de cours suivis, donneraient au public quelques causeries sur des sujets spéciaux d'actualité, sur des voyages effectués, etc. Ce serait, si l'on veut, la partie accessoire de

(1) Bonnerot : *Rapport à la Société d'Enseignement supérieur*, groupe parisien, *Revue Internationale de l'Enseignement*, 15 avril 1898.

l'enseignement, j'allais dire la partie attrayante. Et pour bonnes volontés ne manqueront pas. L'organisation précis mieux défini de l'éducation populaire éveilleront les énergies demandent qu'à se dépenser.

## VI

D'après ce que nous avons dit, et suivant le plan général que nous avons essayé d'esquisser, il est aisé de voir comment devront procéder ceux qui tenteront de fonder des Universités populaires. Dans le Nord, à Paris, la première Université a ouvert ses portes au mois d'octobre, en plein faubourg Saint-Antoine. Lyon, Marseille, Bordeaux, Beauvais suivent l'exemple de la modeste *Coopération des Étudiants*. Toutes ces tentatives se font dans un esprit vraiment large et généreux; nous voulons dire que les futures Universités se mettront en dehors ou plutôt au-dessus de la politique. C'est une condition qui a été fixée, dès le début, par ceux qui ont élaboré le projet, au sein du Comité parisien. Une des causes de l'insuccès relatif des Universités populaires en Allemagne et en Belgique, c'est peut-être l'absence de la politique, socialiste ou autre, dans une œuvre qui a pour objet, avant tout, civilisatrice, éducatrice et morale. Le véritable enseignement du peuple, qui se partage naturellement en cours techniques, conférences et lectures, se tiendra en dehors de toute propagande de théorie politique ou philosophique particulière. Il ne doit pas exclure, sinon l'intolérance.

A ce prix, réussira pleinement l'œuvre de l'Éducation supérieure populaire : l'Université complètera l'École.

Notre devoir est de ne pas désespérer de notre pays. Notre tâche est grande, travaillée encore par des crises de croissance, arrivera tôt à l'âge adulte. Préparons ce qui sera pour elle une condition de vitalité et de grandeur. Guidés par cette idée, entraînés par ce projet à accomplir, c'est sur ce terrain, en dehors de toute coterie, que se rencontreront tous les Français de bonne foi et de bonne volonté.

JULES DELVILLE,  
Professeur agrégé.